



eurAC

**Rapport
Annuel
2017**

Édito par François Mercier, président d'EurAc.....	03
EurAc : 15 ans d'engagement pour la paix, les droits humains et le développement dans la région des Grands Lacs	04
EurAc en 2017 en chiffres.....	06
Nos organisations membres.....	07
Droits humains et participation politique inclusive.....	10
Gestion durable et équitable des ressources naturelles.....	12
Paix & Sécurité	14
Publications & Media	16
Situation financière.....	18

EurAc : 15 ans d'engagement pour les populations des Grands Lacs

Édito par François Mercier, Président d'EurAc

L'année 2017 a été marquée par de nombreux défis pour la région des Grands Lacs africains. En RD Congo, elle avait pourtant commencé avec une note d'espoir suite à l'Accord de la Saint-Sylvestre qui semblait apporter une solution à la crise politique dans le pays. Malheureusement, le reste de l'année a été entaché par de nombreuses restrictions de l'espace démocratique, se clôturant d'une manière dramatique lors de la répression violente des manifestations du 31 décembre 2017. Au Rwanda, malgré le développement économique indéniable du pays, la liberté d'expression est en danger et les voix dissidentes restent totalement muselées, comme l'a illustré

la réélection à 98.7% des suffrages de Paul Kagame à la présidence du pays en août 2017. 2017 voit aussi le dialogue politique échouer au Burundi, alors que des graves violations des droits humains sont rapportés quotidiennement par la société civile burundaise, dont la grande partie est toujours contrainte à l'exil.

Face à cette situation, **EurAc** n'a cessé de plaider pour que l'Union Européenne (UE) adopte une attitude ferme à l'égard de ces différents régimes et appuie davantage les populations de la région dans leur quête de développement et de stabilité. Les sanctions diplomatiques prises à l'égard de certaines personna-

lités congolaises en mai 2017, ainsi que les conclusions du Conseil de l'UE en décembre dernier, sont des éléments encourageants auxquels **EurAc** a pu contribuer. Ces mesures demeurent cependant insuffisantes face à la gravité de la situation.

Au début de 2018, 15 ans après sa création, **EurAc** est à un tournant faisant face à des contraintes budgétaires croissantes. Il devient donc de plus en plus nécessaire de soutenir ce réseau dont le travail contribue aux efforts de paix et de développement au Burundi, au Rwanda et en RD Congo. **EurAc** reste une organisation dont le travail est plus que jamais essentiel pour rappeler aux décideurs européens leurs responsabilités et leur rôle dans la promotion des droits humains et le respect des principes démocratiques afin d'instaurer la paix et un développement durable et équitable dans la région des Grands Lacs.

EurAc : 15 ans d'engagement pour la paix, les droits humains et le développement dans la région des Grands Lacs

Notre mission, nos objectifs & nos forces



Créé en 2003, le Réseau européen pour l'Afrique Centrale (EurAc) regroupe des organisations de la société civile originaires de plusieurs pays européens. Ces organisations travaillent sur et dans la région des Grands Lacs en Afrique et s'engagent pour s'attaquer aux causes structurelles du sous-développement et de l'instabilité dans la région. Elles soutiennent les organisations de la société civile au Burundi, en République

Démocratique du Congo et au Rwanda dans leurs efforts pour promouvoir la paix, le respect des droits humains et le développement en aidant les acteurs locaux à se faire entendre afin que leurs revendications soient effectivement prises en compte par les décideurs européens à tous les niveaux.

La mission d'EurAc est de promouvoir le développement et la mise en œuvre,

par l'UE et ses Etats membres, de politiques fortes et cohérentes favorisant la paix, la sécurité, la participation politique inclusive, la gestion durable et équitable des ressources naturelles et le plein respect des droits humains dans la région des Grands Lacs.

La force d'EurAc réside dans le fait que l'organisation bénéficie d'une expertise solide et multidimensionnelle dans ses



domaines de travail thématiques et de relations de longue date avec les décideurs politiques des institutions européennes à Bruxelles et dans les capitales européennes, ainsi qu'avec des partenaires clés de la région des Grands Lacs. EurAc est dans une position unique pour suivre et analyser les relations de l'UE avec la région des Grands Lacs et envoyer des messages clairs et concrets afin de façonner l'agenda et les actions de l'UE conformément à la mission et aux principes d'EurAc.

“ Le travail d'EurAc est très professionnel et précieux. Ils apportent une très bonne expertise, en particulier sur le Burundi et la RDC, basée sur des missions de terrain, un contact permanent avec les parties prenantes locales et une connaissance et une analyse approfondies des politiques de l'UE. Ils constituent une source importante d'informations et d'orientations fiables sur la région pour la communauté européenne”.

Citation d'un représentant de l'UE, Evaluation externe d'EurAc, 2017

EurAc en 2017 en chiffres

Notre travail en 2017 en quelques chiffres clés :

- EurAc a été créée en **2003**, célébrant ainsi en 2018 son **15ème anniversaire** ;
- EurAc regroupe **38** organisations membres originaires de **11** pays européens différents ;
- EurAc a **1** objectif général : l'instauration de la paix et le développement dans la région des Grands Lacs. Elle travaille sur **3** domaines thématiques : Paix et Sécurité ; Droits humains et participation politique inclusive ; Gestion durable et équitable des ressources naturelles ;
- EurAc travaille sur **3** pays de la région des Grands Lacs : le Burundi, la République Démocratique du Congo et le Rwanda ;
- EurAc a effectué **4** missions de terrain dans la région en 2017 ;
- EurAc a publié **3** rapports et organisé **3** conférences publiques en 2017 ;
- EurAc a organisé **2** conférences de presse en 2017 ;
- EurAc a écrit et envoyé **20** briefings aux décideurs européens en 2017 ;
- EurAc a publié **13** communiqués de presse en 2017 ;
- EurAc a été mentionnée **13** fois dans la presse européenne et internationale en 2017 ;
- EurAc a **1528** followers sur twitter et **2000** abonnés à ses newsletters ;
- Plus de **50** décideurs européens ont rencontré des partenaires d'EurAc originaires de la région des Grands Lacs, notamment des défenseurs des droits humains, des acteurs de la société civile, des représentants de confessions religieuses, des journalistes et des membres de mouvements citoyens.

Nos organisations membres

Nos **38 organisations membres** représentent la société civile de **11 pays européens différents** qui travaillent en étroite collaboration avec des acteurs locaux de la société civile, indépendants des autorités gouvernementales et des partis politiques, afin de promouvoir **la paix, la défense des droits humains** et le **développement** au Burundi, en RD Congo et au Rwanda.

EurAc travaille en étroite collaboration avec ses membres pour faire en sorte que **les voix locales** soient entendues aux plus hauts niveaux de décision en Europe, et que les activités de plaidoyer puissent être coordonnées et menées en synergie au niveau de l'UE et des états membres européens.



ALLEMAGNE

ÖNZ

BELGIQUE

11.11.11

Broederlijk Delen

Congo Dorpen

CNCD-11.11.11

Entraide et Fraternité

FONCABA

Action Damien

IPIS

Justice et Paix Belgique

francophone

Memisa

RCN Justice & Démocratie

Solidarité Socialiste

Medecins du Monde

Pax Christi International

JESC



ESPAGNE

Alboan

Lliga Dels Dret Dels Pobles

Mainel Foundation

FRANCE

Agir Ensemble pour les

Droits de l'Homme -

AEDH

CCFD-Terre Solidaire

Forum Réfugiés/Cosi

Secours Catholique/

Caritas France

IRLANDE

Trocaire

ITALIE

Maendeleo-Italia

Rete Pace per il Congo



NORVÈGE

Norwegian Church Aid

PAYS-BAS

Cordaid

ICCO Cooperation

PAX

Mensen met een Missie

ROYAUME-UNI

Christian Aid

SUÈDE

Diakonia

PMU

SUISSE

Fastenopfer

HEKS-EPER

FH Suisse

Franciscans International

En 2017, EurAc a mené plusieurs collaborations fructueuses avec ses membres :

- l'organisation de **3 conférences publiques** au Parlement Européen: la première en mars sur le nouveau règlement européen sur l'approvisionnement responsable en minerais suivie d'une exposition-photo, organisée avec notre membre **ALBOAN** ; une seconde en juin sur les processus démocratiques et les impasses politiques dans la région des Grands Lacs et le rôle de l'UE, organisée avec notre membre **Commission Justice & Paix**, et enfin une conférence sur le rôle de l'UE pour une gestion équitable du foncier dans la région des Grands Lacs, organisée avec nos membres **Broederlijk Delen, Commission Justice & Paix, Swiss Church Aid (HEKS / EPER), Fastenopfer, Comité catholique contre la faim et le développement -**

Terre Solidaire (CCFD-Terre Solidaire) et **Entraide et Fraternité** ;

- l'organisation de **2 conférences de presse** avec des représentants de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) sur la crise politique, sécuritaire et humanitaire en RDC, organisées avec notre membre **Commission Justice & Paix** ;

- La modération d'une conférence en marge du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU sur la crise des droits humains au Congo, ensemble avec **Franciscans International** ;

- La réalisation de plusieurs recherches conjointes sur les différentes thématiques et la production de documents de plaidoyer de qualité.



Réalisations et événements notables pour nos membres en 2017 :

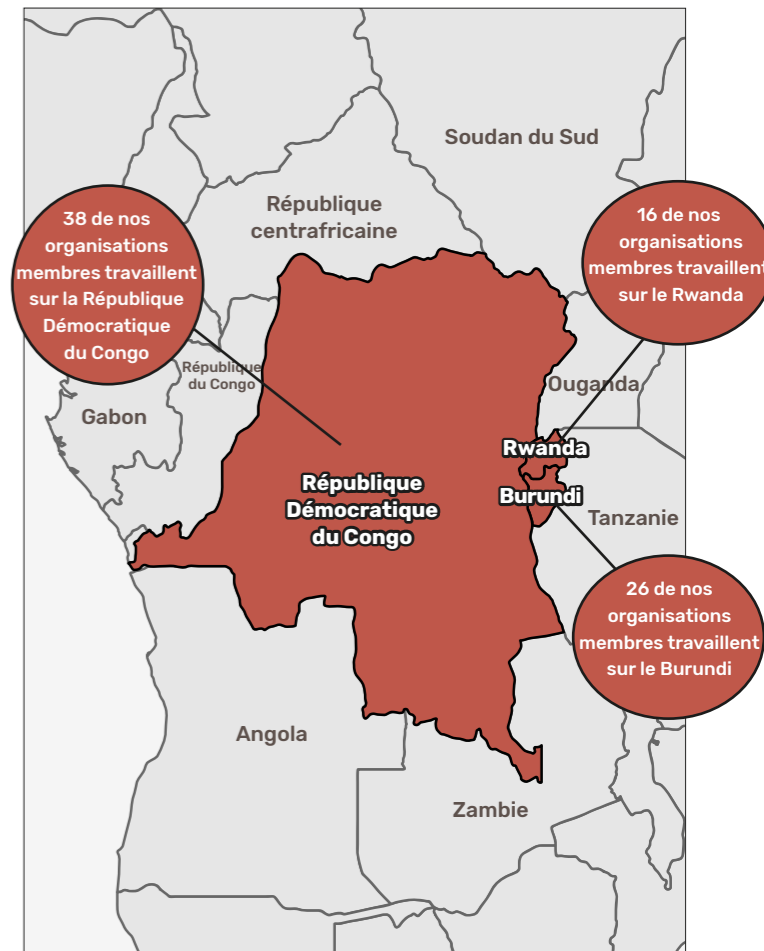
- **AEDH** a organisé plusieurs événements en France avec des défenseurs des droits humains du Congo et du Burundi ;

- **CCFD-Terre Solidaire** a mis en œuvre plusieurs projets en Afrique, notamment un projet sur l'agroécologie au Burundi ;

- **CNCD-11.11.11** mené un projet au Katanga en RDC sur la promotion du développement ;

- **Commission Justice et Paix** a écrit plusieurs rapports sur la crise dans les Kasai en RDC et sur le processus de Kimberley ;

- **Diakonia** a organisé une exposition-photo sur les minerais de conflit lors de «Almedalsveckan», événement politique annuel clé en Suède.



*Certaines de nos organisations membres travaillent sur plusieurs pays de la région à la fois

Droits humains et participation politique inclusive

La participation politique et la protection et la promotion des droits et libertés civils et politiques dans la région des Grands Lacs se heurtent à de nombreux obstacles politiques et sécuritaires, en particulier lors de l'organisation des **cycles électoraux**.

En effet, en 2017, chacun des trois pays de la région des Grands Lacs - Burundi, RDC et Rwanda - est toujours en proie à une **crise de gouvernance institutionnelle**, les dirigeants centralisant le pouvoir et refusant de respecter le principe démocratique de l'alternance politique. Cette crise de gouvernance s'est accompagnée d'une crise des principes démocratiques avec un **rétrécissement de l'espace démocratique** et des **attaques croissantes contre les**

libertés fondamentales et les droits humains. Dans chacun des trois pays, les différents processus électoraux ont été systématiquement remis en cause par des tentatives infructueuses (comme au Burundi jusqu'à présent) ou réussies (comme au Rwanda) des gouvernements de modifier les Constitutions pour rester au pouvoir. **La participation politique des citoyens** dans les pays de la région est en outre sévèrement entravée par la répression violente et systématique par l'État des voix dissidentes, qui alimente la tendance plus large à l'**impunité rampante** des crimes et abus qui sévissent dans ces pays où le système juridique et les services de sécurité sérieusement dysfonctionnels manquent d'indépendance et sont souvent corrompus.

En **RDC**, en réaction à la détérioration de la situation politique et sécuritaire, l'**UE** a pris quelques mesures positives en 2017, mais nous assistons actuellement à un changement de position et à une tendance inquiétante de l'UE à garder le profil bas sur le plan diplomatique, publiant des déclarations faibles sans prendre des mesures fermes et concrètes pour prévenir l'escalade de violence et d'abus dans le pays. Ceci est incohérent avec les conclusions fortes du Conseil de l'UE de décembre 2017 et les décisions antérieures prises par ce même Conseil en décembre 2016 et en mai 2017 d'appliquer des sanctions ciblées à l'encontre de personnalités congolaises responsables de violations des droits humains. Au **Burundi**, la persévérance, la gravité et l'ampleur



des violations des droits humains sont alarmants dans un pays où les violations du droit à la vie persistent et où les cas de disparitions forcées sont en augmentation, dans un contexte d'impunité absolue et sans aucune fin en vue à la crise politique et sécuritaire. En réaction à cela, l'UE a décidé en 2016 de suspendre son soutien financier direct à l'administration burundaise tout en maintenant son aide financière et humanitaire à la population. Depuis lors, les positions de l'UE sur le Burundi sont restées timides, voire contradictoires avec le régime de sanctions actuellement imposé, notamment quand l'UE a décidé de donner à nouveau son soutien financier au contingent burundais impliqué dans la mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM). Au **Rwanda**, où nous voyons un mépris rigide pour les libertés civiles et politiques et les droits humains, il y a un risque que l'absence continue de condamnation publique par l'UE des

violations du droit rwandais et international par le gouvernement rwandais puisse perpétuer un sentiment d'impunité aux yeux des citoyens rwandais et européens.

En 2017, **EurAc** a publié le rapport **'Processus démocratiques et impasses politiques dans la région des Grands Lacs : pour un engagement renforcé de l'Union Européenne au Burundi, en RD Congo et au Rwanda'**, analysant les différentes crises politiques et sécuritaires liées aux processus démocratiques, y compris les processus électoraux, dans chacun des trois pays, et proposant des recommandations et des lignes d'action clés pour l'UE afin qu'elle renforce son engagement en faveur de la défense de l'état de droit, d'une participation politique plus forte et plus inclusive des citoyens et du respect des droits humains et des libertés fondamentales.



Gestion durable et équitable des ressources naturelles

Les ressources naturelles représentent la **principale source de subsistance** pour les populations du Rwanda, du Burundi et de la RDC. Que ce soit par les activités agricoles, l'épine dorsale économique des Grands Lacs, ou par le secteur extractif et les nombreuses activités économiques qui y sont associées, la plupart des citoyens de la région dépendent de leur **terre** pour survivre.

Pour que les agriculteurs puissent subvenir aux besoins de leurs familles grâce à la production agricole, il est crucial que les droits fonciers soient reconnus et garantis, qu'ils soient inscrits dans la

législation nationale ou coutumière, ce qui est rarement le cas dans la région, exception faite du Rwanda, où les droits individuels sont formalisés et reconnus pour la majorité de la population. Cependant, la sécurisation des droits individuels ne suffit pas pour garantir les droits fonciers. En effet, la **sécurité foncière** est affectée par plusieurs facteurs : les mouvements de population et la politique agricole, par exemple, peuvent exercer une pression sur les droits et les besoins locaux.

Les défis du **secteur minier** sont évidents en RDC, l'un des plus grands producteurs mondiaux de minerais dits « **3T** » (**étain, tungstène et tantalé**), appelés aussi « **minerais de conflit** », composants essentiels des appareils électroniques tels que les smartphones et les ordinateurs. Bien que le secteur minier représente une importante source de revenus pour une grande partie de la



population, les communautés locales sont souvent victimes de spoliation de leurs terres, convoitées, accaparées et exploitées par des investisseurs miniers peu scrupuleux. De plus, les employés du **secteur minier artisanal** travaillent souvent dans des conditions dangereuses selon des arrangements informels et non sécurisés. Enfin, les sites miniers sont souvent contrôlés et exploités par des groupes armés locaux qui cherchent à financer leurs propres activités.

En ce qui concerne le secteur foncier, l'UE soutient et promeut activement depuis 2012 les *Directives volontaires sur la gestion des terres*, l'un des prin-

cipaux instruments à la disposition des usagers fonciers luttant pour leurs droits. Cependant, ce soutien s'accompagne de l'absence de tout mécanisme de suivi des entreprises européennes investissant dans les terres et l'agriculture dans les pays en développement. En mars 2017, l'UE a approuvé une réglementation contraignante pour l'**approvisionnement responsable de minerais 3T et d'or** obligeant les importateurs, fondeurs et raffineurs à mettre en œuvre leur devoir de diligence, une transparence nécessaire pour s'assurer que leurs activités ne contribuent pas au **financement de groupes armés** et aux **violations des droits humains**.

En 2017, EurAc a publié son rapport '**Mesures d'accompagnement au Règlement de l'UE sur l'approvisionnement responsable en minerais**'. Le rapport, la dernière étape de quatre années de travail de plaidoyer, présente les mesures

adoptées par l'UE pour préparer la mise en œuvre du règlement sur l'approvisionnement responsable en minerais. EurAc a mis en évidence les enjeux du secteur minier artisanal et l'importance des **mesures d'accompagnement** qui valorisent, soutiennent et avantagent ce secteur en tant qu'activité économique viable.

En 2017 EurAc a aussi publié le rapport '**Terre, développement et conflits dans la région des Grands Lacs**', après plus d'un an de recherche en Europe et sur le terrain, sur la **gestion des terres et les conflits** dans la région. Le rapport appelle l'UE à s'engager davantage pour protéger les droits fonciers des populations vulnérables, à mieux suivre les investissements de l'UE dans le secteur foncier et à soutenir les organisations de la société civile, principaux acteurs de la prévention et de la médiation des conflits fonciers.



Paix & Sécurité

La paix et la sécurité sont des défis majeurs dans la région des Grands Lacs, théâtre de **conflit violents et meurtriers** en particulier depuis le début des années 90. Bien que chaque pays de la région connaisse des dynamiques de conflits spécifiques, des facteurs communs et des enjeux régionaux sont également à la base de ces crises sécuritaires et humanitaires de très grande ampleur telles que la guerre civile au Burundi (1993-2000), le génocide rwandais (1994) et les deux guerres du Congo (1996-1997 puis 1998-2003). Le partage du pouvoir, les problématiques foncières, les mouvements de populations, la gestion des ressources naturelles ainsi que les enjeux de gouvernance en particulier dans le secteur de la sécurité sont autant de facteurs qui menacent la paix et la sécurité dans la région.

Si différents **accords nationaux et régionaux**, notamment les *Accords d'Arusha* et plus récemment *l'Accord cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région*, ont permis de poser des principes pour une **construction de la paix**, celle-ci n'est toujours pas une réalité dans la région. Les **graves violations des droits humains et crimes de guerres** commis quotidiennement par les multitudes de groupes armés actifs dans la zone ainsi que par certaines forces de sécurités nationales, illustrent de manière dramatique le manque de sécurité et la souffrance auxquels sont confrontée la population de la région des Grands Lacs.



La **protection des civils**, l'appui aux différentes **initiatives de paix** et de renforcement de la **cohésion sociale** à tous les niveaux, le respect du **droit international humanitaire**, la mise en place de **réformes solides et cohérentes du secteur de la sécurité et de la justice** ainsi que des processus de **désarmement, démobilisation, réinsertion** (DDR-RR) des groupes armés, sont autant de domaines auxquels doivent s'atteler les gouvernements nationaux avec l'appui de la communauté internationale et en particulier de l'Union Européenne.

Depuis 2015, l'**Union Européenne** joue un rôle sécuritaire direct moins important dans la région en particulier avec la fin de ses **missions EUPOL et EUSEC** en RDC et la suspension de la coopération directe au Burundi. Néanmoins l'UE joue de manière indirecte un rôle très important à travers sa contribution à la plus ancienne, importante et couteuse mission de maintien de la paix au monde, la **MONUSCO**, ainsi qu'à travers son **Instrument de facilité pour la paix en Afrique** qui soutient de manière consistante l'Union Africaine dans ses actions relatives à la paix, la sécurité et la prévention des conflits sur le continent.

En 2016, **EurAc** a produit un rapport '**Le soutien de l'UE à la réforme du secteur de la sécurité en RDC**' en analysant les leçons apprises de la **mise en œuvre des missions EUPOL et EUSEC** et en formulant des recommandations concrètes



pour la suite de l'appui que l'UE devrait apporter au gouvernement congolais en matière de sécurité. En 2017, **EurAc** a essentiellement concentré ses efforts sur le suivi et l'analyse des **risques sécuritaires que représentent les différents processus pré et post électoraux** en cours dans les trois pays, ainsi que le rôle que devraient jouer l'UE dans la

prévention des cycles de violences et de repressions associés à ces processus, notamment à travers la publication de plusieurs communiqués de presse et notes de plaidoyer confidentielles visant à alerter les décideurs européens.

Publications & Media

Principales publications

Nos rapports et notes de plaidoyer sont tous basés sur des recherches approfondies en Europe et sur le terrain et incluent des recommandations politiques spécifiquement conçues pour les décideurs européens. Pour garantir que ces documents de plaidoyer atteignent leur cible, nous les présentons et rendons publics lors de conférences auxquelles participent des membres du Parlement Européen, des hauts fonctionnaires de la Commission Européenne et du Service Européen pour l'Action Extérieure ou des représentants des Etats membres de l'UE en tant que panélistes.

En 2017 EurAc a publié les **trois rapports suivants** :

- **22 mars 2017 :**
Mesures d'accompagnement au Règlement de l'UE sur l'approvisionnement responsable en minerais : Pour un renforcement de la gouvernance du secteur minier artisanal en RDC.

- **7 juin 2017 :**
Processus démocratiques et impasses politiques dans la région des Grands Lacs : pour un engagement renforcé de l'Union Européenne au Burundi, en RD Congo et au Rwanda

- **7 décembre 2017 :**
Terre, développement et conflits dans la région des Grands Lacs. Pour un engagement renforcé de l'UE et de la Suisse dans le domaine foncier au Rwanda, au Burundi et en RDC



Notre présence dans les media

EurAc a une présence active dans les **médias traditionnels et sur les réseaux sociaux**. Nos positions et activités sont ainsi publiquement promues et nous avons pu interpeller directement les décideurs de l'UE et l'opinion publique européenne et internationale.

En 2017, EurAc a été **interviewée, citée et mentionnée plusieurs fois par des médias européens et internationaux** sur des questions brûlantes telles que l'aggravation de la situation des droits humains au Burundi, les sanctions européennes appliquées en RDC, l'exploitation du coltan en RDC ainsi que l'élection présidentielle au Rwanda et le rôle des évêques congolais (CENCO) ou encore

notre prise de position sur la décision du gouvernement belge d'accorder un visa humanitaire au porte-parole du gouvernement congolais Lambert Mende en dépit du fait qu'il est sous le coup de sanctions ciblées européennes.



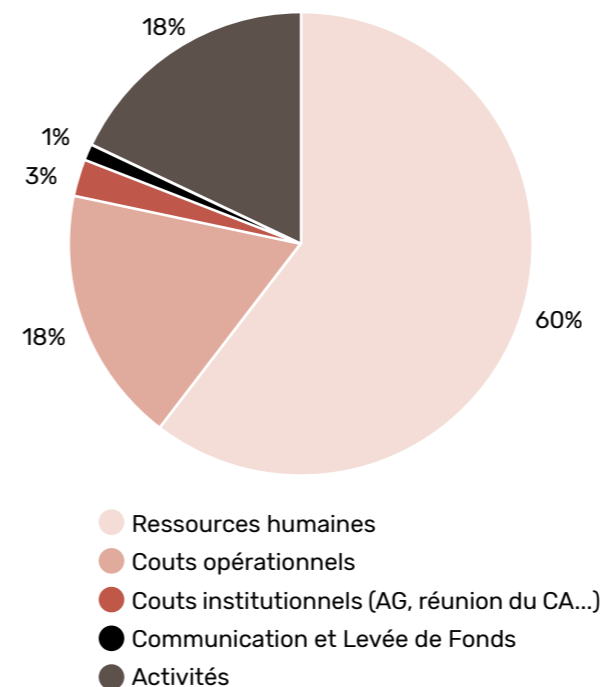
Situation financière 2017

REVENUS	
Cotisations des membres	185,417
Financements externes de Humanity United et NED	145,536
Contributions additionnelles des membres (à travers des projets spécifiques)	29,378
TOTAL	360,331
DEPENSES	
Ressources humaines	206,082
Coûts opérationnels	61,366
Coûts institutionnels (AG, réunion du CA)	8,875
Communication et levée de fonds	3,570
Activités	62,190
TOTAL	342,084
RESULTAT	
	18,247

En 2017, les organisations membres d'**EurAc** ont contribué à hauteur de 60% du budget global de l'organisation, soit à travers leur **cotisation** soit par le biais de **contributions spécifiques pour une activité**. En 2017, ces contributions spécifiques ont permis de mener une recherche sur le foncier dans la région des Grands Lacs dont les conclusions et recommandations ont été présentées au Parlement Européen. Deux bailleurs américains, **National Endowment for Democracy** et **Humanity United**, constituent les 40% restant du budget annuel 2017 permettant à **EurAc** de mener des activités complémentaires en lien avec le renforcement des capacités des acteurs de la société civile congolaise en matière de plaidoyer européen mais également de couvrir une partie importante des coûts de structure.

Le principal poste de dépenses budgétaires pour le réseau sont les ressources humaines : l'équipe d'**EurAc** est constituée de 4 personnes travaillant à la fois sur la communication interne au réseau et la coordination des 38 membres, la communication externe, mais surtout sur la recherche et le plaidoyer sur les 3 axes thématiques suivants : 1) Paix et Sécurité ; 2) Gestion des ressources naturelles et 3) Droits Humains et Participation politique inclusive.

Catégories de dépenses en 2017



Les activités d'**EurAc** (publications, organisation de conférences publiques etc.) représentent 18% du budget, tout comme les coûts opérationnels permettant d'assurer le fonctionnement de la structure.

Cette répartition des dépenses s'explique par le faible coût du type d'activités menées par **EurAc** qui réalise avant tout des recherches et de l'analyse qui demandent principalement des ressources humaines importantes pour produire régulièrement des rapports et documents de plaidoyer de qualité sur la région.



Organisations membres & Contacts



Réseau européen pour l'Afrique Centrale - EurAc

 Rue Stevin, 115
 B-1000 Bruxelles
 Belgique

 info@eurac-network.org
 www.eurac-network.org
 @Eurac_Net